自由中国运动 · Free China Movement

Ceux qui contrôlent le gouvernement doivent-ils d'abord obtenir le consentement du gouvernement ?

T078 · v1.0 | 2026-11-22

© 2026 Free China Movement

https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/fr-myths-t078-overseers/

contact@freechina.live

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

L'affirmation

La réponse officielle, telle qu'énoncée dans le livre blanc du Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, *La Chine : une démocratie qui fonctionne* (2021), est que la question est mal posée. En République populaire de Chine, la supervision n'est pas quelque chose que des personnes extérieures doivent supplier de pouvoir exercer ; elle est intégrée au système lui-même. Le livre blanc décrit un réseau de supervision « organique, interconnecté et mutuellement coordonné », qui atteint « chaque domaine et chaque recoin » du pouvoir. Les congrès du peuple supervisent l'exécutif, les commissions de surveillance, les tribunaux et les parquets. Les partis démocratiques exercent une « supervision démocratique ». Les citoyens peuvent demander un réexamen administratif, intenter des actions en justice et signaler les fautes aux organes de surveillance. Les médias exposent les abus du pouvoir public, et « avec le développement rapide d'Internet, les gens utilisent de plus en plus les plateformes en ligne » pour critiquer les responsables. Selon ce récit, personne n'a besoin du consentement du gouvernement, parce que le contrôle est une fonction que le gouvernement a déjà organisée pour le peuple.

Ce que disent réellement les sources

Lue attentivement, la section III(v) — « supervision démocratique » — est un catalogue de superviseurs qui sont tous, sans exception, membres de l'État ou agréés par lui. Le document déclare : « En Chine, les problèmes de l'abus de pouvoir et de la recherche d'un gain privé par le pouvoir ne peuvent pas être résolus par la soi-disant rotation des partis au pouvoir et la séparation des pouvoirs ; ils doivent être résolus par une supervision démocratique scientifique et efficace. » Il énumère ensuite les canaux : les congrès du peuple, les partis démocratiques « sur la base du respect des Quatre principes cardinaux », les organes administratifs, les commissions de surveillance, les tribunaux, les auditeurs, ainsi que les masses et les médias.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

Remarquez ce que la liste ne contient jamais : un contrôleur dont l'autorité ne dérive pas du pouvoir même qui est contrôlé. Les partis démocratiques ne supervisent qu'en acceptant la direction du Parti communiste. La « supervision par les masses » signifie que les citoyens adressent des pétitions aux commissions de surveillance — les propres organes disciplinaires de l'État — et non que les citoyens contraignent l'État à ouvrir ses livres. La « supervision par l'opinion publique » signifie que les médias exposent les abus, mais les médias qui font ces révélations sont eux-mêmes propriété de l'État ou agréés par l'État. Le propre test du livre blanc est de savoir si « le pouvoir est véritablement soumis à la supervision et à la contrainte du peuple ». Pourtant, la supervision qu'il décrit est administrée par des organes que le système nomme, finance et peut dissoudre. Le dossier montre un gouvernement qui se supervise lui-même, selon son propre calendrier.

La réfutation

Le défaut n'est pas que ces institutions soient fictives. C'est que le document confond l'existence de la supervision avec l'indépendance de la supervision — et l'indépendance est tout l'enjeu du contrôle. Un superviseur qui a besoin de la permission de la partie supervisée pour enquêter, obtenir des documents ou publier des conclusions n'est pas un contrôle du pouvoir ; c'en est un employé, si diligent soit-il.

Tout véritable système de contrôle doit répondre à trois questions. Premièrement, la qualité pour agir : un enquêteur peut-il ouvrir une enquête sans l'approbation préalable de l'organe sous enquête ? Dans le schéma du livre blanc, la réponse est non pour chaque canal énuméré — le mandat, le budget et le personnel de chaque superviseur proviennent de l'État. Deuxièmement, l'accès : le contrôleur peut-il contraindre la remise de documents que le gouvernement préférerait garder fermés ? Le livre blanc ne promet un tel pouvoir à aucun citoyen, journaliste ou groupe civique ; la « supervision par les masses » est un droit de se plaindre, et non un droit de contraindre. Troisièmement, les représailles : qu'est-ce qui protège le contrôleur quand ses conclusions embarrassent de puissants

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

responsables ? Le livre blanc est muet — et ce silence est la question dont dépend tout le système, car un contrôleur qui peut être puni pour ce qu'il découvre finira, tôt ou tard, par ne plus rien découvrir.

Le contraste de l'autre côté du détroit aiguise le propos. En République de Chine (Taïwan), le Yuan de contrôle « exerce indépendamment ses pouvoirs de supervision, y compris la destitution, la censure, les mesures correctives, l'enquête et l'audit », et en 2025, il a reçu 15 546 plaintes du public, publié 254 rapports d'enquête et adopté 27 cas de destitution. Son autorité est constitutionnelle, et non accordée au cas par cas par les responsables qu'il enquête. Voilà à quoi ressemble une qualité indépendante : le contrôleur ne demande pas la permission au contrôlé, parce que la constitution la lui a déjà donnée. Le livre blanc de la RPC offre l'étendue — plus de canaux, plus de couverture — mais l'étendue n'est pas l'indépendance, et cent superviseurs supervisés ne font pas un superviseur libre.

Le test

Le test honnête de l'affirmation officielle est simple à énoncer, et c'est le test que le livre blanc lui-même n'applique jamais. Prenez une enquêtrice indépendante — une journaliste, une avocate, un groupe civique — sans nomination du Parti ni licence de l'État. Laissez-la demander les dossiers d'un marché public à un gouvernement municipal et publier la preuve qu'un contrat a été orienté vers une entreprise liée, puis observez ce qui se passe ensuite. Si le système la protège, enquête sur le contrat et punit les responsables, alors la supervision est réelle et la permission est véritablement inutile. Si, au contraire, on lui dit qu'elle n'avait pas l'autorisation, ou si les dossiers sont retenus comme des affaires internes, ou si la révélation elle-même devient l'infraction, alors le réseau du livre blanc est ce que sa structure suggère : des contrôles internes qui fonctionnent bien contre la corruption de bas niveau et s'arrêtent précisément là où commencerait l'examen indépendant.

Ce test ne peut pas être tranché en comptant les organes de supervision. Il ne peut être tranché qu'en observant ce qui arrive à la personne qui

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

contrôle sans demander d'abord. Tant que ce test n'est pas réussi dans la pratique, la description juste n'est pas que les contrôleurs ont besoin du consentement du gouvernement — c'est que les seuls contrôleurs que le système reconnaît sont ceux qu'il a déjà choisis. Et un chien de garde choisi par le surveillé est, au bout du compte, un animal de compagnie.

Note sur les sources

Source primaire : Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, *China: Democracy That Works* (《中国的民主》, 2021-12-04), section III(v) (« 民主监督 »), récupérée en direct depuis le miroir de l'ambassade de Chine à l'adresse https://bb.china-embassy.gov.cn/chn/xwdt/202112/t20211207_10463217.htm le 2026-11-19. Toutes les citations ont été vérifiées mot pour mot par rapport à cette page : « 全面有效的民主监督，保证人民的民主权利不因选举结束而中断，保证权力运用得到有效制约 » ; « 在中国，解决权力滥用、以权谋私的问题，不能靠所谓的政党轮替和三权分立，要靠科学有效的民主监督 » ; et les descriptions de 群众监督 et de 舆论监督. Les traductions en anglais de cet essai sont celles du rédacteur ; l'original chinois fait foi. Les chiffres du Yuan de contrôle de la ROC (Taïwan) (15 546 plaintes ; 254 rapports d'enquête ; 27 cas de destitution en 2025) et la déclaration selon laquelle il « exerce indépendamment ses pouvoirs de supervision » ont été vérifiés par rapport au site officiel du Yuan de contrôle (cy.gov.tw, avis du rapport annuel 2025), récupéré le 2026-11-19. La position opposée énoncée dans « L'affirmation » est une inférence reconstruite, et non une déclaration officielle verbatim : le livre blanc ne dit jamais, en autant de mots, que les contrôleurs doivent obtenir le consentement du gouvernement, et cet essai ne lui attribue pas ces mots ; l'affirmation est restreinte à ce que les sources étayent, à savoir la structure des canaux de supervision que le livre blanc lui-même énumère. Aucune autre affirmation factuelle n'est faite ; le « test » de la dernière section est formulé comme un test hypothétique, et non comme un événement affirmé. Renvoi CCE : le texte final 15 (brouillon d'inventaire CCE-015) et le texte final 118 (brouillon d'inventaire CCE-098) n'ont PAS été liés. La page du portail EN (https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/, WP21951) n'a pas pu être récupérée

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

(échec de récupération en amont), et des recherches ciblées pour « CCE-015 », « CCE-098 », « en-cce-015 » et « en-cce-098 » sur freechina.live n'ont renvoyé aucune page en direct. L'URL canonique de l'une ou l'autre famille n'a donc pas pu être vérifiée en direct, et aucun lien n'a été forcé. Si l'une ou l'autre famille est confirmée comme active par le registraire, une ligne de renvoi pourra être ajoutée lors du Gate 1.

Note du traducteur : le contenu du fichier source MYTHS-T076-rule-of-law.md porte le sujet T078 (le contrôle du gouvernement), et non le sujet T076 indiqué par le nom du fichier. La traduction ci-dessus reproduit fidèlement le contenu du fichier source tel qu'il a été fourni ; l'écart entre le nom du fichier et son contenu est signalé au registraire.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live